rage; je n'y vois que des calculs de mollesse et de peur.

Le scepticisme, cette maladie des décadences, a été toute vie aux œuvres comme aux caractères et aux opinions.

Il y avait, dans l'ancien monde, une foi intime qui se faisait sentir jusque dans les faiblesses de l'âme; la chevalerie ne fut pas toujours un signe de perfection morale, mais elle fut un engagement de respect pour les lois saintes de l'honneur; une autre sorte de chevalerie faisait de tous les hommes voués au bien dans le christianisme une fraternité touchante; cette seconde chevalerie a disparu comme l'autre. Enfin, au sommet des hiérarchies que Dieu même a voulues dans la société politique, le nom du Roi semblait apparaître comme expression d'une souveraineté qui n'offensait aucun droit et ne blessait aucune vanité; qu'avons-nous fait de cette grande et sainte image de la loi sociale et française? 1874 me le dira-t-il, si je l'interroge? Où est le respect du Roi? Est-il dans les actes? Est-il dans les discours? Est-il dans les exemples de ceux-là même qui devraient en être une tradition vivante?

Ici la distance de 1814 se fait trop sentir; et aussi je demande à ceux qui se croient politiques s'ils pensent qu'ils vont ainsi refaire la France ou bien la ramener à ses lois.

En 1814, la France fut renouvelée par le souvenir et par l'amour des saintes traditions qui lui avaient donné la vie; en 1874 elle s'éteint par le dédain affecté de ces mêmes traditions. L'esprit de dévouement inspirait la politique; ce qui inspire la politique, c'est l'intérêt, et on écrit cela comme une théorie; on dit même l'intérêt actuel, pour bien faire entendre que l'intérêt n'est qu'une fantaisie, et qu'il n'a rien de commun avec le devoir.

Qu'il soit donc permis à ceux qui ont vu 1814 de se souvenir du 12 mars.

C'est audacieux de se souvenir! Etre vieillards, c'est être importun, c'est être presque accusateur. Mais que les jeunes qui nous mènent nous rendent la dignité, la liberté, la virilité des temps que nous avons connus; ils ôteront ainsi à la mémoire le droit d'être sévère; glorifier les générations passées, c'est honorer les générations qui se sentent dignes de les imiter. LAURENTIE. (Union.)

LETTRÉ DE PARIS

Correspondance particulière du Journal de Roubaix.

Paris, 12 mars, 1874.

C'est la semaine prochaine que sera discutée l'interpellation de l'extrême gauche; les débats pourraient bien ne pas avoir l'importance que certains gens imaginent. La majorité conservatrice se montre résolue à l'ajournement de toute grande lutte politique après les vacances parlementaires de Pâques.

Une quarantaine de députés des départements de la Bretagne se sont réunis à Paris dans un des bureaux de la chambre. Ils ont rédigé et signé le texte d'une résolution relative au rapport de M. de la Borderie sur le camp de Conlie et la conduite des mobilisés bretons pendant la guerre en province.

Cette résolution, longuement motivée, tend à réhabiliter les mobilisés bretons, dont la conduite à la bataille de Mans avait été sévèrement blâmée par le ministre de la guerre de la Défense nationale.

La commission d'enquête du 4 septembre, au nom de laquelle le rapport de M. de la Borderie a été fait, a été invitée à s'associer à l'entreprise des députés bretons.

— Ah! il est trop cruel, votre Dieu!
— Ne blasphémez pas, madame, il n'est que juste.

— Juste! il ne me permet pas seulement d'embrasser mon enfant mourant!

— Si vous ne l'aviez pas délaissés dans son berceau, c'est entre vos bras qu'elle reposerait en ce moment et elle ne mourait peut-être pas!

— Oh! pitié! pitié! Dieu est juste, c'est vrai! Je confesse ma faute, cette heure de ma vie ne l'expie-t-elle pas?

L'émotion du curé grandissait, il n'en avait jamais eu de semblable: il contemplait cette femme abattue, humiliée devant lui, et, quoique l'ignorance de l'humble vie du prêtre, passée tout entière loin du monde, ne lui permit pas de soupçonner ce qu'avait été l'existence de l'actrice, il comprenait l'humiliation et la souffrance qui faisaient courber cette tête altière.

Il se taisait, laissant l'œuvre de Dieu s'accomplir. Qu'aurait-il dit quand les remords et le repentir, mieux que toutes paroles, prépareraient, pensait-il, la pauvre femme aux divines consolations? Cependant il s'empara une seconde fois de la main qu'elle lui avait reprise, et devinant qu'un peu d'espérance terrestre serait un baume sur sa large blessure, il lui dit:

« Votre fille vivait encore lorsque je l'ai quittée; Dieu peut faire un miracle: tant qu'un resto de vie existe, il faut espérer. Vos larmes touchent peut-être celui qui les voit couler mieux qu'il moi; priez, priez, madame, votre enfant vous sera rendue. »

(A suivre).

Mais elle a reconnu, dans une réunion tenue hier, qu'elle ne saurait se prêter à cette démarche sans sortir de son rôle strict de commission d'enquête; elle se bornera à défendre l'œuvre de son rapporteur s'il y a lieu.

M. Rouher et d'autres notabilités bonapartistes sont parties, hier et aujourd'hui, pour Chislehurst.

Dans sa dernière encyclique, le Pape a dit hautement que la franc-maçonnerie avec son réseau de loges dans le monde entier était la cause et l'agent de la persécution universelle qui sévit en ce moment contre l'église. On comprend toute la vérité de cette parole en étudiant un important ouvrage intitulé: *Les sociétés secrètes et la société, ou philosophie de l'histoire contemporaine*. Le premier volume seulement vient de paraître à Paris chez Abbanel, rue Honoré Chevallier. Le rôle joué dans notre époque par les sociétés secrètes donne un grand intérêt aux révélations de l'auteur.

Il a consacré vingt ans de recherches à ce travail qui a la méthode et toute la valeur d'une enquête judiciaire; il a voulu en effet s'appuyer exclusivement sur les publications maçonniques imprimées avec l'autorisation officielle du grand Orient et sur les aveux qu'après chaque révolution les acteurs de ces événements ne manquent pas de faire, les révélations de ce genre se sont fort multipliées dans ces derniers temps, et les sociétés secrètes, comme si elles croyaient toucher au succès définitif, ont dans bien des cas, levé le masque qui cache leurs agissements.

Les doctrines de la franc-maçonnerie s'attaquent par une foule de symboles et de rites, par un enseignement continu, aux principes sur lesquels reposent la religion, la famille, l'autorité publique. La diffusion de la franc-maçonnerie peut seule expliquer cette rapide décomposition de toutes les institutions sociales à laquelle nous assistons; c'est également des loges que sont sorties toutes les sectes révolutionnaires actives, depuis l'illuminisme et le jacobinisme jusqu'à l'internationalisme. Quel n'est pas l'avèuglement de nos prétendus hommes d'Etat, qui s'obstinent à ne pas pénétrer ce formidable dessous de la société contemporaine.

Nous ne saurions trop convier au moins les hommes sérieux à étudier cet ordre de faits, dans le livre de notre docte et perspicace publiciste. Ils y verront la franc-maçonnerie s'alliant à toutes les sectes de philosophes et d'illuminés, préparer de longue date l'explosion révolutionnaire de 1789, puis unir sa fortune et ses trames à Napoléon 1^{er}, fomenter les révolutions d'Espagne et d'Italie, approuver et faciliter le coup d'Etat du 2 décembre 1851 et enfin, comme les feuilles maçonniques l'ont dit récemment, établir sur les ruines de la France et de l'Eglise le nouvel empire Allemand; là est, nous en sommes sûrs, le véritable chef de l'histoire contemporaine!

La persécution contre l'Eglise catholique en Allemagne, persécution qui est l'œuvre tout à la fois de la franc-maçonnerie, du césarisme et du radicalisme coalisés, se poursuit avec la plus implacable ténacité. Les évêques de Posen et de Cologne, l'évêque de Trèves sont déjà en prison. On annonce la prochaine incarcération des évêques de Culm et de Münster qui se trouvent dans l'impossibilité de payer les amendes prononcées contre eux.

P.S. — La question des sucres menace de se compliquer. On disait aujourd'hui à Versailles que M. Pouyer-Quertier voulait revenir sur ses concessions et réclamer l'exercice immédiat. Le duc Decazes prendra de nouveau la parole. Les raffineurs ne voulaient toujours pas de l'exercice permanent et demandent, au dernier moment, la lace sur la prise en charge.

Les généraux auxquels s'applique la lettre écrite au nom du ministre de la guerre, en réponse à une demande d'autorisation pour se rendre en Angleterre le 16 mars, sont, dit-on, les généraux Fleury et Pajol. DE SAINT-CHÉRON.

ASSEMBLÉE NATIONALE

VICE-PRÉSIDENCE DE M. MARTEL.

Séance du jeudi 12 mars 1874.

La séance est ouverte à 2 h. 30.

Le procès-verbal n'a donné lieu à aucun incident.

L'Assemblée reprend la discussion des nouveaux impôts.

M. le rapporteur Chesnelong soutient contre MM. Villain et Raoul Duval le projet de résolution proposé par la commission.

Le ministre du commerce déclare se rallier aux observations de M. Chesnelong. L'amendement Villain est rejeté.

M. A. Dupont soutient l'amendement de M. Pouyer-Quertier, concernant les raffineries de sucre.

M. le rapporteur Chesnelong repousse l'amendement Pouyer-Quertier.

M. Pouyer-Quertier insiste en faveur de son amendement.

M. Chesnelong réplique que les négociations avec les puissances aboutiront très-prochainement.

MM. Villain et Paris soutiennent l'amendement de M. Pouyer-Quertier.

M. Paris rappelle que l'amendement a reçu dernièrement l'adhésion du gouvernement.

M. le duc Decazes reconnaît cette adhésion et déclare que, d'un autre côté, le gouvernement approuve la résolution de la commission.

M. Pouyer-Quertier demande que son amendement soit joint à la résolution.

M. Chesnelong, rapporteur, repousse cette proposition.

L'amendement Pouyer-Quertier est adopté par 386 voix contre 280.

Le ministre de la guerre dépose un projet de loi tendant à organiser la justice militaire conformément aux dispositions de la loi sur l'armée.

L'urgence demandée est déclarée.

M. le duc de Broglie, vice-président du conseil, dépose un projet de loi tendant à proroger les pouvoirs des conseils municipaux, lesquels expirent le 30 avril 1874.

Ce projet proroge les pouvoirs des conseils municipaux jusqu'à ce que l'Assemblée ait statué sur le projet d'organisation municipale et au plus tard jusqu'au 1^{er} janvier 1875.

L'urgence demandée est déclarée.

L'Assemblée reprend la discussion des nouveaux impôts.

M. Laurent demande que l'Assemblée se prononce sur la résolution de la commission.

M. Langlois estime que la résolution n'a plus raison d'être.

Le ministre du commerce objecte que les négociations sont déjà ouvertes.

M. Chesnelong, rapporteur, retire la résolution de la commission.

M. Germain retire son amendement la concernant et tendant à augmenter de 10 centimes par kilogramme les droits sur les sucres de toute origine.

M. Bastide reprend cet amendement.

La suite de la discussion est renvoyée à demain.

La séance est levée à 5 h. 30.

M. Gambetta et ses fidèles sont violemment exaspérés par la pétition de M. de Kératry demandant à l'Assemblée un vote de blâme à l'occasion du camp de Conlie, et on nous assure que si la pétition est discutée, ce qui est probable, d'après les dispositions de la majorité, l'ancien dictateur se propose d'apporter à la tribune des révélations accablantes pour son accusateur et pour diverses autres personnes qui ont pris une part active au 4 septembre et aux premiers actes du gouvernement qui en est sorti.

Une dépêche a annoncé le départ de M. le duc d'Aumale pour Londres. D'après la *Patrie*, le but de ce voyage serait une visite à M. et Mme la duchesse d'Edimbourg à qui le duc d'Aumale a l'intention de faire cadeau d'un vase de Sévres.

La *Presse* croit savoir que les deux officiers dont il est question dans le communiqué adressé au *Journal des Débats* et à l'*Ordre* sont MM. les généraux Fleury et Pajol. D'après une autre version, il s'agirait du général Castelnau et non de M. Pajol.

Le *Gaulois* dément le bruit qui attribuait à M. Magne l'intention de se démettre de ses fonctions de ministre des finances. Interrogé à ce sujet par le maréchal de Mac-Mahon, M. Magne aurait, au dire de ce journal, déclaré qu'il avait été en effet contrarié d'avoir vu adopter le principe de la révision cadastrale, mais qu'il n'avait nullement l'intention de se retirer.

Les modifications suivantes sont annoncées dans le corps de la note: Mgr Jacobini, secrétaire de la propagande, serait nommé nonce à Vienne; Mgr Meglia à Munich, ira à Paris; Mgr Cattani, nonce à Bruxelles, le remplacerait à Munich; Mgr Bianchi, internonce en Hollande, irait à Bruxelles; Mgr Agnozzi, ancien chargé d'affaires en Suisse, deviendrait internonce en Hollande; Mgr Arguini, internonce au Brésil, serait nommé nonce à Lisbonne et remplacé à Rio-Janeiro par M. Mannutelli, délégué actuellement près de la république de l'Equateur.

Sur le refus du cardinal Lavalletta, le Pape a nommé le cardinal Franchi préfet de la propagande.

Le préfet du Var vient de dissoudre six cercles qui étaient autant de foyers de propagande radicale.

Dans l'un d'eux, le cercle Saint-Photin à Varages, le président, un tailleur de la localité, faisait le soir, avec commentaires, la lecture des œuvres de Fournier, de Louis Blanc, etc.

Dans une autre, les membres avant d'être admis, devaient jurer, tant en leur nom qu'au nom de leur famille, de renoncer à toute pratique religieuse.

A Lorges, les membres du cercle de l'Union républicaine, qui comptaient parmi eux plusieurs conseillers municipaux, avaient parcouru, après un banquet politique patriotique, les rues de la localité, porteurs de falots rouges, et hurlant la *Marseillaise* et le *Chant du départ*.

BULLETIN INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

CHARBONS. — On écrit de Lille au *Charbon*:

« Forcés dans leurs derniers retranchements, les mines semblent décidées à entrer dans la phase des concessions sérieuses et logiques. Il est facile de s'en rendre compte en lisant leurs organes de Mons et de Charleroi. C'est dans ces centres charbonniers surtout que nos maîtres de mines anxieux surveillent la baisse, dont quelques jours plus tard ils devront supporter le contrecoup. Les producteurs belges se plaignent bien haut du piège que leur aurait tendu le gouvernement en mettant en adjudication des lots de charbons qu'il devait refuser. On comprend plus que l'on se l'explique le mécontentement des mines qui, ainsi mises au pied du mur, ont montré leurs atouts et laissé tomber leurs dernières cartes. Ce mécontentement est augmenté des refus péribles qu'elles ont eu à subir en face de propositions qui constituaient, selon elles, de grands sacrifices et qui n'ont cependant pu vaincre les répugnances de l'Etat belge. »

« Aussi le branle est donné, et chaque charbonnage se met aussitôt en campagne. Nos industriels reçoivent dix visites par jour d'agents plus pressés que jamais et plus disposés surtout à tous les sacrifices. Pour l'aider, les journaux de la maison ont entonné un immense *hosannah* pour célébrer le retour de la demande et la conclusion de marchés importants. Tout ce lyrisme sera dépeuplé en pure perte, car nos industriels savent à quoi s'en tenir et ne sont pas disposés à se laisser tromper. La vérité est que, après ce grand effort tenté comme dernier moyen par les charbonnages, la

baisse se fera générale et complète partout, et la suite pourra commencer alors sans qu'il soit nécessaire aux agents de se démenter comme *diabes dans l'eau bénite*.

« La Compagnie d'Anzin a encore diminué cette semaine 40 mille hectolitres par jour. Malgré cela les stocks augmentent toujours au prorata des inquiétudes de la Compagnie. Un de ses agents a quitté Anzin le 7 pour faire la place de Paris; il a affirmé en partant qu'il était muni des plus larges instructions pour la vente à n'importe quel prix.

« Les expéditions sont très-insignifiantes et cela ne peut être mis sur le compte du manque de matériel, qui n'a jamais été plus abondant dans les gares et sur les canaux; ni sur celui du fret, actuellement au plus bas.

« Un des directeurs de la Compagnie d'Anzin me disait l'autre jour que le bénéfice de ladite Compagnie a été de près de 20,000,000 de francs, chiffre qui ne paraît pas exagéré quand on saura que l'extraction a été de 18 millions d'hectolitres et que le prix de revient de l'hectolitre est de 0 fr. 98.

« Aucune affaire importante traitée à signaler. Les prix nominaux toujours, n'ont pas subi de nouvelles variations mais les concessions ont été plus grandes et plus générales que jamais. »

On écrit d'Arras, le 10 mars, au même journal:

« Rien n'est changé dans la situation du marché, depuis la semaine dernière. J'ai toujours à vous signaler les mêmes faits, c'est-à-dire la même absence de transactions et l'accumulation perpétuelle des stocks sur le carreau des mines. S'il se termine quelque marché, ils sont d'une insignifiance absolue et il semble que la confiance soit encore loin de renaitre.

« On voit par là que les mines, toujours récalcitrantes et faisant preuve, selon nous, d'une excessive inertie, ne sont pas disposées aux concessions larges.

« Elles céderont bien quelques francs de baisse à certains industriels, mais comme ce n'est rien d'officiel et que ceux qui seraient disposés à traiter savent, quel que mystère que mettent les mines à leurs marchés, qu'on leur refuse ce qu'on accorde à leurs voisins, ils restent dans l'expectative attendant que les Compagnies se départissent de ces agissements et mettent dans le commerce des charbons ce qui leur a manqué jusqu'ici: la franchise et l'honnêteté.

« Il est certain qu'il est dur pour les charbonnages, après l'année qui vient de s'écouler, de quitter la situation que la hausse avait faite et qui mettait l'industrie à leur merci. Il leur semble bien pénible de redevenir très-humbles serveurs de la consommation, après l'avoir traitée en maîtres tout-puissants.

« Nous le savons; mais il faut pourtant que ceci ait un terme et tant pis pour les Compagnies, si elles ne veulent pas écouter la voix de la raison. Elles en seront les premières punies, et l'industrie, après avoir longtemps attendu leur bon vouloir, finira par s'adresser ailleurs, et, ce jour-là, ce ne sera plus pour les mines une question de baisse, ce sera purement et simplement une véritable catastrophe.

« La métallurgie est toujours dans le même état. Les demandes sont d'une rareté excessive et les affaires d'un calme absolu. »

M. Desseigny, ministre du commerce, vient de faire mettre à l'étude, à son ministère, la révision complète de la loi sur les faillites.

Cette nouvelle loi serait soumise à la Chambre avant la fin de l'année.

Le bilan hebdomadaire de la Banque de France constate les résultats suivants:

Augmentation: sur l'encaisse métallique, 24,061,000 fr.; sur les comptes du Trésor, 3,900,000 fr. — Diminution: sur le portefeuille commercial, 33,412,000 fr.; avances sur la dette publique, 6,013,000 fr.; sur les avances, 1,677,000 fr.; sur la circulation des billets, 23,268,000 fr.; sur les comptes particuliers, 2,887,000 fr.

ROUBAIX -- TOURCOING ET LE NORD DE LA FRANCE

L'année dernière, un certain nombre de jeunes gens n'ont pu contracter d'engagement conditionnel d'un an, pour n'avoir pas rempli, en temps utile, les formalités prescrites.

Afin de prévenir ces désagréments, le ministre de la guerre a indiqué dans une circulaire les époques auxquelles auront lieu, en 1874, les principales opérations relatives à ces engagements.

1^o Les demandes d'admission à l'examen devront être adressées par les jeunes gens aux préfets, du 1^{er} juillet au 31 août.

2^o Les examens auront lieu du 15 au 30 septembre.

3^o La mise en route est fixée au 5 novembre 1874.

On parlait ce matin d'une grève qui avait, disait-on, éclaté dans un tissage de Roubaix. Il résulte de nos renseignements qu'il s'agit seulement d'un différend qui va être soumis au conseil des prud'hommes.

Son Eminence le cardinal-archevêque de Cambrai vient d'élever à la dignité de chanoine du chapitre métropolitain M. Baquet, doyen de St-Vaast, à Bailleul.

Dimanche a eu lieu dans le salon de l'hôtel-de-ville le concert donné par la *Lyre Roubaissienne* à ses membres honoraires. La *Lyre*, qui a survécu aux

naufrages de tant d'autres sociétés roubaissiennes, avait voulu solenniser le dixième anniversaire de sa création et un public sympathique avait répondu à son appel. La salle était comble.

Les chœurs ont été fort bien exécutés: les *Chants lyriques de Saül* méritent surtout une mention spéciale; les difficultés dont ils sont remplis ont été heureusement comprises et surmontées. M. Lagrange, l'artiste aimé des concerts de Lille, a obtenu un légitime succès. Comme toujours, le talent de M. Desmadril, trompette-solo de la *Grande-Harmonie*, lui a valu de chaleureux applaudissements.

M. Duquenne possède une jolie voix de basse-taille, mais il chante avec trop d'ardeur et pas assez de mesure.

M. Florin, que nous entendions pour la première fois, a dit d'une façon ravissante ses deux tyroliennes; il a obtenu un grand succès, bien mérité.

M. Cocheteux manie les chansonnettes comiques avec beaucoup de verve; le public, qui ne se lassait pas de l'entendre, l'a rappelé fois sur fois et ne lui a pas ménagé les applaudissements. A lui seul, il eût fait le succès du concert.

Nous serions injuste et peuglant en ne remerciant pas la gracieuse pianiste Mlle

de se communiquer à la paille qui couvrait le sol de la cour, les bâtiments de ce grand établissement agricole ont pu être préservés, ainsi qu'un magasin contenant pour 30,000 francs de racines de chicorée.

Les deux pompes de la commune, habilement commandées et énergiquement servies, ont très largement contribué aussi à concentrer le feu dans son foyer primitif.

La distillerie incendiée était assurée. (Mémorial de Lille.)

Le navire *Elisabeth*, capitaine Lefloch, a péri corps et bien le 9 mars courant, sur les roches de Conquet, avec un plein chargement de mélasse en futailles, envoyé par MM. Ladmiralet et C^o, raffineurs à Nantes, à l'adresse de divers négociants de Lille. Un seul homme de l'équipage, aurait, dit-on, été sauvé.

Le tribunal correctionnel vient de juger une affaire de coups et blessures qui s'est passée à Bourghelles, canton de Cysoing, dans la soirée du 18 janvier. Il y avait une douzaine de témoins et trois avocats; c'est dire, ajoute le *Propagateur*, que les débats ont été très longs et très ennuyeux.

Donc, dans la soirée du 18 janvier, J. Rigaut, Henri Devienne et Alphonse Dauchy, se sont rués sur un nommé Lefebvre et lui ont administré une volée complète.

On ne sait pas bien lequel des trois inculpés a frappé le plus fort, mais il semble ressortir des dépositions des témoins que Rigaut s'en est donné à cœur joie. Celui-ci prétend, au contraire, que le premier prix reviendrait à Devienne.

On appelle le garde-champêtre qui était témoin de la lutte sans pouvoir la faire cesser. Il répond que l'obscurité était si grande qu'il n'a entendu discerner que les coups sans pouvoir reconnaître ceux qui les portaient.

M. le président interroge le garde sur les antécédents des prévenus.

Le garde répond qu'ils ont tous été condamnés en simple police et un d'eux à quarante jours de prison pour bataille.

« On se bat donc toujours dans ce canton; dit M. le président; le juge de paix a beaucoup à faire, et nous aussi; il faudra cependant que cela finisse là commençaient.

« C'est à vous, garde, à redoubler de surveillance et de sévérité et à signaler impitoyablement à M. le procureur tous les perturbateurs de l'ordre public. Ne ménagez personne. »

D'après le garde, dès qu'il y a un motif quelconque d'animosité entre des familles, on se rue les uns sur les autres, comme des bêtes fauves, sans discussion préalable.

Rigaut est condamné à dix jours de prison, les deux autres chacun à six jours, et tous les trois à 50 francs d'amende.

Les prévisions météorologiques de M. Charles Sainte-Claire Deville que nous avons fait connaître, ont été confirmées